

dre hiérarchique, votre ministère donne l'impression d'être le moteur qui entraîne les autres autorités de l'Etat. Pour le Rwanda notamment, n'y a-t-il pas eu alliance objective entre le Quai d'Orsay et l'Élysée pour tirer derrière eux Matignon et le ministère de la Défense ?

R - Par formation, je suis très respectueux des hiérarchies. Il est vrai que, depuis bientôt dix-huit mois, ce ministère a pris des initiatives dans de nombreux domaines. C'est d'ailleurs son rôle. On cite souvent le GATT, la Bosnie, le Rwanda, il y en a eu d'autres. La réorientation de notre politique en Asie du Sud-Est, vis-à-vis de la Chine, par exemple, est une initiative que nous avons prise dès le mois d'avril 1993. Alors, comment se passent les choses ? Nous proposons, le gouvernement décide. Rien n'a jamais été fait dans tout ce qui a été entrepris depuis avril 1993, sans la décision explicite du Premier ministre, qui se tient en liaison avec le Président de la République. Lequel a évidemment tout son rôle à jouer en matière de politique étrangère. Il est vrai que certaines initiatives ne font pas toujours l'unanimité dès le départ. Et puis après, quand ça marche, tout le monde se réjouit.

BRUXELLES, 25 JUILLET 1994

Gambie - Communiqué de la Présidence au nom de l'Union européenne

Gambie - coup d'Etat

L'Union européenne a appris avec une grande consternation la tentative de renversement du gouvernement démocratiquement élu de Gambie. Elle demande à l'armée gambienne de regagner immédiatement ses quartiers et de faire allégeance au gouvernement légitime de Gambie, avec lequel l'Union européenne entretient d'excellentes relations. L'Union européenne réaffirme son attachement aux principes de la démocratie représentative et de l'Etat de droit. Elle attire également l'attention sur les conséquences qu'aurait ce coup d'Etat pour l'économie gambienne si les Etats membres étaient contraints de revoir leurs programmes d'aide.

PARIS, 26 JUILLET 1994

Rwanda - Article du ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme, Mme Lucette Michaux-Chevry, publié dans le Figaro

Rwanda - intervention française - action humanitaire

Au Rwanda, la télévision, les journaux, les témoignages ont brutalement mis sous les yeux des Français en vacances ou qui s'apprêtaient à y partir, des spectacles insoutenables.

Des charniers des centaines de milliers, puis des

millions de pauvres gens fuyant sur de mauvaises pistes, apeurés, terrorisés par les massacres auxquels ils avaient assisté : je suis encore hantée par le regard de ces centaines d'enfants errants que j'ai rencontrés lorsque je me suis rendue dans ce pays voici trois semaines.

Où allaient ces gens ? N'importe où, pour sauver leur vie et celle de leur famille.

Seule la France, à travers l'opération "Turquoise" et la constitution d'une zone humanitaire sûre, a apporté quelque soulagement et un certain répit à plusieurs centaines de milliers d'entre eux, en leur permettant de demeurer en sécurité à l'intérieur de leur pays.

Face à l'ampleur de ce drame, provoqué par le génocide voulu par les uns et les exactions perpétrées par les autres, je n'ai cessé de promouvoir, au sein du ministère dont j'ai la charge, des aides de plus en plus importantes en vue de parer au plus pressé, de concert bien entendu avec le ministère de la Défense en charge de l'opération "Turquoise", le ministère de la Coopération et un petit nombre d'organisations non gouvernementales.

Près d'un millier de tonnes de produits alimentaires ont ainsi été expédiées vers les différents points de rassemblement des réfugiés, sachant cependant qu'à ce jour, notamment en ce qui concerne au Zaïre les régions de Goma et de Bukavu, l'ampleur des besoins devient sans commune mesure avec les capacités de notre pays.

C'est pourquoi j'ai écrit aux "patrons" des différentes agences des Nations unies et de l'Union européenne en charge de l'assistance humanitaire pour les sensibiliser personnellement à l'urgence d'une aide multilatérale massive.

Les réponses n'ont pas trop tardé : on s'oriente délibérément et légitimement vers un transfert aux Nations unies des responsabilités que la France assurait jusqu'à présent pour la protection, la subsistance, voire la survie des réfugiés rwandais.

Solution politique - retour des réfugiés - nécessaire implication du nouveau gouvernement rwandais - Droits de l'homme

Parallèlement, vient de se mettre en place à Kigali un nouveau gouvernement dont la composition pourrait constituer une promesse de réconciliation pour l'avenir.

Il est essentiel que, dans le concert des nations qui se sont portées au secours du Rwanda, et de l'organisation internationale, le message adressé à ce nouveau gouvernement soit unanime : le retour des réfugiés sur leur terre et la restitution de moyens d'existence qui leur permettraient d'y vivre paisiblement doit constituer un impératif humain prioritaire.

Je sais que parmi ces réfugiés, certains se sont conduits de manière hostile, voire criminelle à l'égard de ceux qui aujourd'hui gouvernent le Rwanda et j'ai été l'une des premières à la commission des Droits de l'homme des Nations unies à Genève, à dénoncer au nom de la France l'ampleur du génocide, à un moment où certains hésitaient encore sur la qualification des horreurs rwandaises, pour demander l'ouverture d'en-

quêtes. Mais à qui fera-t-on croire que les millions de malheureux qui ont fui sont tous des coupables, hommes, femmes et enfants confondus ?

Aujourd'hui, l'ampleur du drame des réfugiés appelle des réponses à la mesure de la catastrophe : le choléra a déjà tué dans ces rassemblements de populations déracinées des milliers de gens, l'aide humanitaire se déploie et je reviendrai dans quelques jours sur le terrain voir ce que l'on peut faire, notamment avec les nouvelles autorités rwandaises pour améliorer le sort des différentes catégories de réfugiés.

Politique humanitaire en Afrique - solidarités nécessaires - Création d'une instance africaine en matière humanitaire

Au-delà, il convient de réfléchir aux moyens d'éviter que de telles abominations puissent se reproduire.

L'Afrique compte 700 millions d'habitants : la solidarité entre les différents peuples de ce continent est bien loin de se concrétiser suffisamment et l'indifférence prévaut trop souvent dans les relations d'Etat à Etat. Pourtant, j'ai confiance en l'Afrique, et je ne désespère pas que s'établisse un jour une vaste concertation avec ceux de ses représentants qui appellent de leurs vœux une solidarité qui est dans la nature des choses.

Il y a aujourd'hui en Afrique quantité de médecins et d'infirmiers de qualité. J'ai entrepris d'y aider des initiatives humanitaires naissantes. Les premières tentatives engagées au Rwanda avaient donné des résultats encourageants : des médecins béninois s'étaient rendus au chevet des réfugiés burundais et rwandais avant que le tragique conflit n'éclate. Ce ne sont que les éléments précurseurs de l'initiative humanitaire africaine dont je souhaite préparer la mise en œuvre le plus rapidement possible : il est urgent en effet de créer un climat d'entraide au sein de l'Afrique et d'y responsabiliser les acteurs de la vie politique. Nous devons soutenir avec force ceux qui œuvrent pour l'établissement d'une véritable démocratie et d'une politique de développement économique et social concerté dans l'intérêt de tous les Africains et non au profit d'oligarchies de privilégiés, comme ce qui est trop souvent le cas aujourd'hui.

Toute l'Afrique est malade. Le diagnostic n'est pas simple, mais on peut considérer que certains des maux dont elle souffre ont une origine ancienne alors que d'autres sont des "maladies de jeunesse". La France le sait, mais elle ne doit pas réagir par à-coups, alors que cette situation implique des relations à long terme fondées sur une confiance réciproque dans le respect des principes énoncés par la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Enfin, qui peut mesurer les conséquences pour le futur de l'ampleur de la médiatisation provoquée par le drame rwandais ? Certes, ces morts et ces blessés que l'on montre ne doivent pas être oubliés, mais ils ne doivent pas faire oublier toutes les autres victimes des conflits mondiaux : Angola, Ethiopie, Liberia, Soudan, Afghanistan, Haïti, ex-Yougoslavie.

N'allons-nous accepter de concourir qu'au coup par coup et sous le poids d'émotions passagères à la solution des problèmes de survie des peuples en détresse ?

Je crois profondément qu'il incombe à la France de prendre l'initiative de faciliter la création d'une instance africaine de consultation et de dialogue en matière d'assistance humanitaire.

BRUXELLES, 26 JUILLET 1994

Communiqué de la Présidence au nom de l'Union européenne sur la rencontre de sa Majesté le roi Hussein et du Premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin

Processus de paix au Proche-Orient - signature à Washington d'une déclaration Israël - Jordanie

L'Union européenne se félicite vivement de la rencontre de Sa Majesté le roi Hussein de Jordanie et du Premier ministre israélien M. Rabin à Washington le 25 juillet 1994.

Cette rencontre, les pourparlers préalables entre représentants jordaniens et israéliens qui ont eu lieu dans la région même du Moyen-Orient, ainsi que la signature de la déclaration à Washington représentent une nouvelle percée décisive dans le processus de paix. L'Union européenne rend hommage à la vision et au courage des dirigeants jordaniens et israéliens qui ont rendu possibles ces pourparlers directs et ces accords.

L'Union européenne exprime l'espoir que, sur la base de la déclaration signée à Washington, de nouvelles négociations entre les deux parties sur le règlement des questions en suspens pourront être menées à bien dans un proche avenir et aboutir ainsi à un accord qui serait d'une importance capitale pour une paix globale au Moyen-Orient.

L'Union européenne réaffirme qu'elle est fermement résolue à contribuer au succès du processus de paix au Moyen-Orient tant par un soutien politique que par une aide matérielle.

DAKAR, 27 JUILLET 1994

Visite au Sénégal - Discours du Premier ministre, M. Edouard Balladur, devant la communauté française du Sénégal

Mes chers compatriotes,

France - Sénégal

Je suis heureux de me trouver aujourd'hui parmi les représentants des Français du Sénégal, parmi les descendants et les héritiers de la plus ancienne communauté française d'Afrique. Avec plus de 15 000 ressortissants, cette communauté est également l'une des plus nombreuses d'Afrique et, de loin, la plus nombreuse des communautés étrangères.

L'étroitesse des liens qui se sont tissés au fil des générations, une fraternité entre nos deux peuples qui s'est nourrie du sang versé en commun font, il est vrai,